

CHAPITRE XII

L'institutionnalisation de l'anthropologie universitaire et la France d'outre-mer

Li-Chuan TAI

L'anthropologie est « une science d'ancienne date en France », comme aimaient le rappeler les savants soucieux de sa promotion au début du xx^e siècle. Comme toutes les choses ayant une longue et riche histoire, aborder le sujet de l'anthropologie, c'est être immédiatement confronté à un champ de savoir multiforme dans lequel conglomèrent, selon la période et l'école, le folklore, l'ethnographie, la linguistique, la sociologie, l'archéologie préhistorique, la paléontologie humaine, l'anthropologie physique, ainsi que les études de races, très en vogue au xix^e siècle. La variation des termes qui la désignent atteste également des méandres qu'a connus ce champ dans son développement historique: l'ethnographie, l'ethnologie ou l'anthropologie sont tour à tour utilisés, sans que les profanes puissent en distinguer les différences. Si dans la deuxième moitié du xix^e siècle le terme d'anthropologie est plus couramment utilisé pour désigner ce champ en développement, dans les années 1930 cependant, c'est le terme d'ethnologie qui est privilégié par les principaux promoteurs de cette science en voie de devenir une discipline universitaire, réservant ainsi le terme d'anthropologie pour désigner le seul domaine de l'anthropologie somatique. Or, à partir des années 1960, par souci de mieux communiquer avec leurs confrères anglo-saxons, la communauté des praticiens français adopte à nouveau le terme d'anthropologie, mais cette fois-ci pour signifier essentiellement l'anthropologie culturelle.

Devant cette complexité, il apparaît illusoire de vouloir résumer le lien entre la France d'outre-mer et le savoir anthropologique dans son ensemble. Mieux vaut limiter notre propos au processus d'institutionnalisation de l'anthropologie universitaire en France métropolitaine et, par ce biais, montrer la place occupée par la France d'outre-mer dans le fonctionnement de cette discipline. En réalité, tant que la nécessité de se déplacer sur le terrain n'est pas entrée dans la pratique courante des anthropologues du xix^e siècle et jusqu'à ce que le métier soit vraiment professionnalisé, les occasions du

contact avec la France d'outre-mer ne se présentent pas aussi fréquemment que ce sera le cas dans la période de l'entre-deux-guerres.

En effet, malgré son riche développement au XIX^e siècle, durant lequel on voit l'émergence de plusieurs sociétés savantes d'importance, de revues ainsi que la fondation d'un musée spécialisé, le Musée d'ethnographie du Trocadéro, l'anthropologie est restée, au début du XX^e siècle encore, en dehors du programme de l'Université. Ni le Muséum national d'histoire naturelle ni l'École d'anthropologie de Paris qui en assumaient alors l'enseignement ne pouvaient octroyer de diplôme officiel permettant aux meilleurs étudiants d'exercer une carrière spécialisée. C'est pourquoi, au début des années 1910, une nouvelle génération de savants qui entendent bien organiser cette science, tels que René Verneau, Arnold van Gennep, Marcel Mauss, reviennent à la charge pour réclamer plus de soutien de la part des pouvoirs publics. Un long article de Marcel Mauss faisant l'état des lieux de ce champ de savoir, publié en 1913, doit se comprendre dans ce contexte.

Dans cet article paru dans *La Revue de Paris*, Mauss souligne l'urgence d'organiser l'anthropologie en France qui est en retard par rapport aux autres pays. Selon lui, ce retard a pour cause et conséquence « l'absence des institutions qui pourraient s'en occuper » et pour y remédier, il propose non pas une mais trois institutions :

« Une science d'observation demande trois ordres de travaux et trois ordres d'institutions : tout comme les autres sciences de plein air, la zoologie, la botanique, la géologie et la géographie physique, l'ethnographie a besoin d'abord de travaux sur le terrain, puis de musées et d'archives, enfin d'enseignement. Il lui faut un corps d'ethnographes, professionnels ou amateurs, peu importe, mais qui aillent observer sur place, de leurs yeux, qui fournissent les documents et rassemblent les matériaux de collection. Ces matériaux une fois rassemblés, c'est à des musées, à des services d'archives qu'il incombe de les ranger, de les exposer, de les publier. Enfin des enseignements de degrés divers doivent mettre la science à la portée des techniciens, des apprentis, ou même du grand public »¹.

On constate que l'anthropologie est ici considérée comme une science d'observation, et pour bien fonctionner, elle nécessite à la fois les travaux sur le terrain, les musées et l'enseignement. Même si les projets dessinés ici dans ses grandes lignes par Mauss n'ont pu se réaliser immédiatement, en partie à cause de la guerre, les idées essentielles qui allaient sous-tendre l'organisation de cette discipline sont déjà exprimées. Avec le soutien du monde colonial, l'anthropologie française va devenir dans l'entre-deux-guerres une discipline universitaire grâce à la création d'un Institut d'ethnologie. Les jeunes anthropologues formés par cet Institut vont progressivement se professionnaliser avec la pratique du terrain dans la plupart des colonies françaises. Et le Musée

1. Mauss (Marcel), « L'ethnographie en France et à l'étranger », repris dans Marcel Mauss, *Œuvres*, t. III, Cohésion sociale et divisions de la sociologie, présentées par Victor Karady, Paris, Éditions de Minuit, 1969, p. 420.

du Trocadéro qui va trouver un essor sans précédent grâce à l'effort de cette communauté d'anthropologues mettra en valeur les cultures de populations extra-européennes, dont beaucoup se trouvent dans les colonies françaises. Voyons maintenant ces réalisations qui ont caractérisé l'anthropologie universitaire depuis la fin des années 1920 jusqu'à la décolonisation.

Par décret daté du 1^{er} août 1925, un Institut d'ethnologie est fondé par le ministère des Colonies au sein de l'Université de Paris. Il est alors la seule institution chargée d'enseigner l'anthropologie en France et habilitée à délivrer un diplôme universitaire en la matière. L'enseignement de cet Institut est couronné soit par un diplôme de fin d'études, soit par un certificat d'études supérieures d'ethnologie, délivré par la faculté des lettres ou par la faculté des sciences, selon l'orientation des candidats. Il a formé la première génération d'anthropologues de métier, faisant ainsi accomplir un pas décisif à cette discipline dans son long processus d'institutionnalisation : ce n'est qu'en décembre 1942 que sera créée une chaire d'ethnologie à la faculté des lettres de l'Université de Paris.

La fondation de cet Institut d'ethnologie a largement bénéficié de la victoire du Cartel des Gauches. Malgré la brève existence du gouvernement d'Édouard Herriot, le soutien pour cette institution d'Édouard Daladier, ministre des Colonies, a été décisif. L'Institut d'ethnologie, une fois fondé, est dirigé par Lucien Lévy-Bruhl, professeur de philosophie à la Sorbonne, secondé notamment par deux secrétaires généraux : Marcel Mauss, alors professeur à l'École pratique des hautes études et Paul Rivet, assistant de la chaire d'anthropologie du Muséum depuis 1909 avant d'en devenir le professeur titulaire en 1928. Mauss occupera ensuite, à partir de 1931, la chaire de sociologie au Collège de France.

À partir de cette base dans l'université, ces trois savants vont progressivement arriver à organiser la science anthropologique selon un plan d'ensemble et avec le concours, entre autres, de savants coloniaux, tels que Maurice Delafosse, Henri Labouret, Georges Hardy, Robert Delavignette, etc. Les objectifs de l'Institut d'ethnologie sont :

« 1. Former des ethnologues professionnels et donner à tous ceux qui, vivant ou destinés à vivre aux colonies, ont le goût des études ethnologiques, l'instruction nécessaire pour les poursuivre utilement ; 2. mettre à la disposition des personnes susceptibles de faire des enquêtes, des questionnaires d'anthropologie, d'ethnographie, de sociologie, de linguistique, etc. ; 3. publier les ouvrages d'ethnologie qui, en raison de leur étendue ou de l'abondance de leur illustration, ne peuvent trouver place dans les périodiques ; 4. constituer un centre de documentation pour les travailleurs qui désirent étudier une population déterminée ; 5. organiser des missions d'études ethnologiques ou subventionner des enquêteurs dans les pays où ils se sont installés »².

2. Rivet (Paul), « ethnologie », in *La science française*, nouvelle édition, t. II, Paris, Librairie Larousse, 1934, p. 10.

Sa création répond ainsi au double but de rendre systématique les études anthropologiques et de les mettre en rapports plus étroits avec les exigences et les ressources des colonies françaises.

Comme cet institut universitaire est censé former, entre autres, les fonctionnaires coloniaux aux notions d'ethnographie, de linguistique et d'anthropologie, son accueil en milieu colonial se révèle déterminant pour l'attribution des subventions qu'il reçoit de la part des gouvernements des colonies. Heureusement, sa réception dans ce milieu est pendant longtemps assurée par sa collaboration avec l'École coloniale. Dans ses activités pendant l'entre-deux-guerres, l'équipe dirigeante de l'Institut d'ethnologie trouve en effet de précieux alliés auprès de l'École coloniale. Instituée par un arrêté du 11 juillet 1888, cette dernière trouve son origine dans la « mission cambodgienne » dirigée par l'explorateur de l'Indochine Auguste Pavie en 1885, qui voulait surtout former les élites locales à l'administration de leur pays. Une fois établie à Paris, cette école s'est transformée en un établissement destiné à dispenser une formation à un corps d'administrateurs coloniaux recrutés prioritairement en métropole. Cependant, avant la guerre de 1914 et malgré sa réputation de plus en plus grande dans le milieu colonial, seulement quinze pour cent du personnel de la fonction publique d'outre-mer est issu de cette école³. Ce rayonnement difficilement acquis après plus de vingt ans d'existence va être terriblement ébranlé par la Grande Guerre, durant laquelle l'école est obligée de fermer. Elle renaîtra avec l'arrivée à sa tête d'une nouvelle génération de dirigeants coloniaux, et prendra un essor spectaculaire lorsque Georges Hardy en deviendra le directeur en 1926. Cet agrégé d'histoire et de géographie décide de changer l'orientation du programme d'enseignement, en abandonnant la prédominance du droit pour se focaliser sur les sciences humaines. C'est à partir de ce moment que l'École coloniale et le jeune Institut d'ethnologie commencent à entretenir des liens étroits⁴. Cette collaboration inaugurée au temps de Georges Hardy (en cette fonction de 1926 à 1933) sera pérennisée par les directeurs successifs – Henri Gourdon (1933-1937), Robert Delavignette (1937-1946), Paul Mus (1946-1950), Paul Boueille (1950-1959), François Luchaire (1959-1960) – jusqu'à la fermeture définitive de l'École.

La collaboration de ces deux institutions se manifeste sur plusieurs plans. D'abord, l'Institut d'ethnologie connaît une progression constante du nombre de ses étudiants jusqu'au début de la Deuxième Guerre mondiale, et les élèves de l'École coloniale seront nombreux par rapport aux étudiants des facultés des lettres et des sciences : jusqu'en 1939, ils constituent entre un quart et un tiers de la totalité des élèves inscrits. Cette relation privilégiée apparaît également au niveau des enseignants : certains cours de l'École colo-

3. Cohen (William), *Empereurs sans sceptre : Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École coloniale*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1973, p. 88-127.

4. Il convient de rappeler qu'en 1934 cette école change son appellation en *École nationale de la France d'Outre-mer* (ENFOM), mais elle sera encore longtemps appelée familièrement *École coloniale*.

niale figurent régulièrement sur les affiches de l'Institut, à côté de ceux délivrés à l'École pratique des hautes études, au Collège de France ou à l'École nationale des langues orientales. Les deux établissements partagent les mêmes enseignants sur certains sujets précis, tels Maurice Delafosse, Henri Labouret et Liliás Homburger pour les cours de linguistique et d'ethnographie de l'Afrique. Vers la fin des années 1930, ainsi qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, quelques anciens élèves de l'Institut d'ethnologie, comme Marcel Griaule, Jacques Soustelle, Denise Paulme et Michel Leiris seront invités à leur tour à dispenser, avenue de l'Observatoire, des cours d'ethnologie.

Enfin, sur le plan administratif, la collaboration est également fréquente. Dans le conseil d'administration de l'Institut d'ethnologie, le représentant de l'École coloniale siège régulièrement à côté des représentants des autres établissements. Dans les années 1930, Paul Rivet participe à son tour aux affaires administratives de l'École coloniale puisqu'il siège au sein du conseil de perfectionnement, qui tient lieu à la fois de conseil d'administration et de commission d'enseignement. Et c'est Lucien Lévy-Bruhl qui présentera Robert Delavignette à Marius Moutet, ministre des Colonies du Front populaire, qui en fera son directeur de cabinet et le nommera par la suite à la tête de l'École. En 1946, ce sera Paul Mus, ancien élève de Lévy-Bruhl, qui prendra la succession de Robert Delavignette et accompagnera l'École dans une difficile période de transformation qui la verra confrontée à la fois à la décolonisation et à la création, en 1945, d'un nouvel établissement pour la formation des fonctionnaires : l'École nationale d'administration (ENA), en concurrence avec la fonction initiale de l'École coloniale. Cette dernière se transformera finalement, en 1959, en Institut des hautes études d'outre-mer (IHEOM)⁵, destiné à former les cadres des États d'Afrique et de Madagascar, membres de la Communauté française. En 1966, cet Institut sera remplacé à son tour par l'Institut international d'administration publique (IIAP) qui se verra fusionner en 2002 avec l'ENA.

Après avoir mis en route l'Institut d'ethnologie, l'équipe dirigeante de cette institution universitaire va encore élargir son pouvoir d'organisation lorsque Rivet devient en 1928 professeur titulaire de la chaire d'anthropologie du Muséum, ainsi que directeur du Musée d'ethnographie du Trocadéro. Ce musée devient peu à peu le véritable centre de gravité pour toute une génération d'ethnologues. Ceci est d'autant plus vrai qu'en 1938, on déménage même l'Institut d'ethnologie, hébergé depuis sa fondation dans le bâtiment de l'Institut de géographie dans le Quartier latin, jusqu'au sein du tout nouveau musée de l'Homme qui remplace alors l'ancien Musée d'ethnographie du Trocadéro. Grâce aux efforts du tandem Paul Rivet et Georges Henri Rivière, son directeur adjoint, le Musée d'ethnographie, critiqué encore au début des années 1910 par Arnold van Gennep comme « honte

5. Rappelons que la dernière promotion de l'ENFOM, entrée en 1958, ne sortira qu'en 1960, et cela malgré le changement de nom et d'orientation de l'établissement, qui a lieu entre-temps.

nationale », se transformera en vitrine séduisante de l'anthropologie française par une série d'expositions auxquelles les coloniaux-ethnologues n'ont pas moins contribué que les autres.

Avec cette double base de l'Institut d'ethnologie et du Musée du Trocadéro, ces savants promoteurs vont aussi organiser les missions de terrain à partir du début des années 1930. Comme, au début, les étudiants de l'Institut d'ethnologie ne sont pas suffisamment nombreux, les missions sont d'abord confiées à des administrateurs coloniaux, officiers, religieux ou explorateurs, c'est-à-dire à ceux qui, par leur profession, fréquentent déjà des régions du monde éloignées. L'anthropologie à cette époque étant très versée dans l'étude des civilisations matérielles, l'objectif est d'étudier la vie des populations locales, mais aussi de collecter les objets susceptibles de témoigner de différents aspects des cultures locales, afin de les exposer dans le musée.

Nous pouvons suivre une liste succincte établie en 1940 par Paul Rivet dans laquelle il cite une centaine de missions effectuées en quinze ans : il dresse, sous forme de communication dans le *Bulletin du Muséum national d'histoire naturelle*, un bilan de l'anthropologie en France. Il évoque, comme preuve de la « vitalité » depuis deux décennies de cette science en France, le nombre croissant des étudiants qui fréquentent les cours de l'Institut, le développement des sociétés savantes en anthropologie et le nombre des missions « organisées directement ou en partie par les organismes qui représentent officiellement cette science ». Mais, si l'on adopte une définition stricte de ce que doit être un travail de terrain, ces missions répertoriées par Rivet, regroupées par continent et par année, s'avèrent constituer un mélange assez hétéroclite. Elles ne sauraient, par conséquent, être toutes assimilées à la notion de *fieldwork*, tel que l'entendent les anthropologues anglo-saxons et à laquelle les anthropologues français voudraient se tenir. Si l'on exclut les missions consacrées au maintien de relations diplomatiques et les fouilles archéologiques pour privilégier les missions purement ethnographiques ou à caractère interdisciplinaire, on constate qu'environ deux tiers d'entre elles sont menées dans les colonies françaises ou les pays sous mandat français, comme la Syrie. Le continent africain s'avère être le terrain privilégié des anthropologues en voie de professionnalisation, totalisant à lui seul une trentaine d'enquêtes.

Voyons, continent par continent, les missions effectuées sous les auspices de l'Institut d'ethnologie ou du Musée d'ethnologie du Trocadéro. Pour l'Afrique tout d'abord, les premières missions sont le fait de cadres coloniaux ou d'officiers présents sur le terrain. Ils effectuent ainsi des collectes d'objets ethnographiques au bénéfice du Musée. Ainsi en 1926, Roger Gromand, contrôleur civil, mène une étude sur l'habitation berbère au Maroc. En 1927, le gouverneur Gustave Julien étudie l'influence arabe dans les îles Mayotte et Nossi-Bé et à Madagascar depuis Mananjary jusqu'à Farafangana. La même année, le gouverneur Henri Gaden enquête sur les Peuls du Sénégal, notamment sur leurs dialectes, leurs proverbes, leur littérature et leur histoire. Il renouvellera ses missions en 1928, 1930 et 1932. En 1928 et 1929, Marcel Griaule, élève le plus prometteur de l'Institut d'ethnologie à cette époque, fait ses premiers pas en tant qu'ethnologue dans l'exploration de la partie

septentrionale de l'Abyssinie. En 1929, le Commandant Husson réalise pour le musée une collecte d'objets ethnographiques dans l'Ouadaï. Toujours en 1929, Henri Labouret mène une mission ethnographique en AOF pour étudier les masques Habbé. Lucien Cochain fait quant à lui un voyage d'étude au Maroc chez les Ida ou Tanan pour comprendre le droit coutumier. En 1930, Georges Marcy, un des berbérologues français les plus connus, effectue une mission aux Canaries pour étudier les caractères linguistiques des anciens parlars guanches. Il deviendra plus tard professeur à la faculté des lettres d'Alger et directeur d'études à l'Institut des hautes études marocaines.

En 1930, Raymond Decary, un autre administrateur des colonies, entreprend, après ses recherches de naturaliste, une étude ethnographique à Madagascar. Membre de nombreuses sociétés savantes et d'institutions, telles que l'Académie malgache, la Société de géographie, le Muséum d'histoire naturelle, l'Académie des sciences coloniales, le musée de l'Homme, il est aussi, par le nombre et l'ampleur de ses travaux sur cette île, le successeur de l'œuvre d'Alfred et de Guillaume Grandidier. En 1930 également, le lieutenant Frédéric de la Chapelle effectue une mission pour collecter des informations sociologiques au Maroc sur le peuplement de la Mauritanie du Nord. Il travaille alors au Service géographique de l'Armée où il prépare avec Théophile-Jean Delaye un *Croquis du Sahara occidental*. Par la suite, il publiera plusieurs articles et ouvrages traitant de sujets concernant le Maroc. La même année, et toujours au Maroc, Jeanne Jouin, également élève de l'Institut d'ethnologie, réalise une étude sur le costume féminin.

Les années 1931-1932 sont surtout marquées par la mission Dakar-Djibouti qui traverse l'Afrique d'ouest en est, sous la direction de Marcel Griaule. Par l'attention médiatique dont elle a bénéficié et par l'importance des traces qu'elle laissera, cette mission est sans doute la plus remarquée parmi toutes les missions menées par les élèves de l'Institut d'ethnologie à cette époque. Elle a rapporté au Musée du Trocadéro une « récolte de 3 500 objets ethnographiques », à laquelle il faut rajouter « la notation de 30 langues ou dialectes pour la plupart inconnus jusqu'à ce jour, la formation d'une importante collection de peintures abyssines anciennes et modernes comprenant, entre autres pièces incomparables, les peintures murales de l'église Antonios de Gondar (qui représentent environ 60 mètres carrés), [et aussi] la formation d'une collection de plus de 300 manuscrits et amulettes éthiopiens destinés à la Bibliothèque Nationale, le rassemblement pour le Muséum d'une collection zoologique comprenant plusieurs animaux vivants, la prise de 6 000 clichés photographiques et de 200 enregistrements sonores, d'observations ethnographiques, linguistiques et autres formant la matière de nombreux volumes, recherches archéologiques, topographiques, anthropologiques, entomologiques, embryologiques, botaniques, etc. »⁶. Après ce succès, Griaule et son équipe bénéficieront de plusieurs autres missions pour l'Afrique.

6. Rivet (Paul), Rivière (Georges-Henri), *La Mission ethnographique et linguistique Dakar-Djibouti*, *Minotaure*, n° 2, 1993, p. 4.

En 1933, Henri Labouret, administrateur colonial proche de l'équipe dirigeante de l'Institut d'ethnologie, part en mission au Cameroun. La même année, Idelette Allier, institutrice et missionnaire de la Société des missions évangéliques de Paris (principale société des missions protestantes de langue française ayant pris la relève des missions au Cameroun), mène une étude ethnologique dans la région de Bafia. Cette institutrice s'installe au Cameroun dès 1930; elle s'intéresse aux civilisations autochtones à tel point que, en 1936, elle décide d'abandonner l'état de missionnaire pour devenir ethnologue. En 1937, toujours avec une subvention de l'Institut d'ethnologie, elle réalisera une étude sur les techniques de la région de Bafia. Ses travaux seront publiés dans la collection « Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie ». En 1933 également, Charles Le Cœur part pour une mission au Tibesti, pour ne rentrer qu'en 1935. Brillant élève de Mauss à l'École pratique des hautes études, il obtient une bourse de la Fondation Rockefeller et collecte des objets pour le Musée d'ethnographie. Mort au combat en 1944, les carnets de route de sa mission au Tibesti seront publiés en 1969 à titre posthume.

L'année 1934 voit Denise Paulme et Déborah Lifchitz, deux femmes africanistes, effectuer une mission chez les Dogon de Bandiagara. Thérèse Rivière et Germaine Tillion, deux autres femmes ethnologues formées à cette époque, séjournent de 1934 à 1936 dans les Aurès pour étudier la condition de la femme, le folklore et les techniques de cette région, ainsi que la langue chaouïa.

En 1936, Émile-Georges Waterlot, chef de l'imprimerie officielle de Madagascar, effectue une mission archéologique en Mauritanie, au Soudan et en Guinée. Toujours en 1936, Henri Labouret bénéficie d'une mission en Côte d'Ivoire, Haute-Volta et Soudan occidental où il mène des études sur l'alimentation des indigènes, leur habitat et leurs sociétés secrètes.

En 1937, Edgar Aubert de la Rüe, géologue et géographe suisse, obtient une mission dans le Moyen Cameroun. La même année, Solange de Ganay et Germaine Dieterlen, deux membres de l'équipe Griaule, reprennent la mission antérieure chez les Dogon de Sanga. Au même moment, Thérèse Rivière fait des recherches sur la technique du travail de la laine au Maroc. Par la suite, elle travaillera avec Paule Barret, assistante de Paul Rivet, pour une nouvelle mission dans les Aurès où elles mèneront des études anthropologiques (mensurations et sérologie), ethnographiques et archéologiques. En 1937 également, Jean-Paul Lebeuf, un autre membre de l'équipe Griaule, obtient une mission au Cameroun, où il étudie les populations Fali et explore des gisements dans la région du Tchad. En 1937, le père Constant Tastevin, qui a vécu longtemps en Amazonie et a connu l'Afrique francophone lors de son précédent voyage en 1933, entreprend de mener des recherches sur les idées religieuses des indigènes en Afrique orientale anglaise.

L'année 1938 est aussi riche en envois de missions pour la communauté anthropologique en expansion. Henri Lhote qui a déjà étudié en 1935 la peinture rupestre du Tassili qui allait le rendre célèbre dans les années 1960, mène cette année-là des recherches sur les Touareg. Paule Barret, quant à elle, bénéficie d'une autre mission anthropologique dans les Aurès.

Entre novembre 1938 et juin 1939, une mission, intitulée *Lebaudy-Griaule*, séjourne au Soudan, au nord du Cameroun et en Afrique équatoriale française. Il s'agit là d'une expédition financée en partie par Jean Lebaudy, riche industriel dont les ancêtres ont fait fortune dans le raffinage du sucre. Jean Lebaudy est le beau-frère de Solange de Ganay qui fait partie de l'équipe de Griaule au sein du musée de l'Homme. Cette dernière, ainsi que Germaine Dieterlen et Jean-Paul Lebeuf, fait également partie de la mission, qui a constitué des collections d'objets ethnographiques importantes, ainsi que des enregistrements de chants rituels et des prises de vues cinématographiques. Plusieurs milliers de photographies s'ajoutent à ces collections.

En 1938 et 1939, Mohammed Galal, chargé de mission par l'Institut d'ethnologie, se rend au Soudan anglo-égyptien. Il étudie d'abord les Madi, chez lesquels il fait une enquête anthropologique et généalogique approfondie avant d'étudier les populations établies entre le Nil Blanc et l'Abysinie. Il rapporte également des documents linguistiques et les résultats des quelques fouilles qu'il a pu y effectuer.

En 1939, Germaine Tillion effectue une nouvelle mission dans les Aurès en vue de compléter ses informations sur l'organisation sociale. Son ancienne coéquipière, Thérèse Rivière, de son côté, poursuit sa mission en Kabylie, écourtée à cause de la guerre. La même année, Jacques Faublée complète sa collecte d'une importante collection d'objets de Madagascar pour le musée de l'Homme.

Pour les missions menées en Asie, l'année 1930 voit d'abord Joseph Hackin, conservateur du Musée Guimet depuis 1923, participer à la Mission Centre-Asie (organisée par) et réaliser pour le musée des récoltes ethnographiques en Afghanistan. En 1932, Jacques Weulersse, spécialiste de géographie humaine, enquête sur le nomadisme en Syrie. Également en 1932 et 1933, Jeanne Cuisinier, diplômée de l'Institut d'ethnologie et de l'École des langues orientales, parcourt les États malais à la recherche de documents concernant la magie, les danses religieuses et les chants. En 1934 et 1935, Georges Devereux, également diplômé de l'Institut d'ethnologie et de l'École des langues orientales, mène une étude sur les minorités sedang d'Indochine. Par ailleurs, en cette même année 1934, Rivet établit une mission permanente en Indochine, avec l'aide de l'École française d'Extrême-Orient dont un de ses membres, Jean-Yves Claeys, prendra la charge. Cette mission permet surtout de centraliser et de coordonner les recherches ethnologiques en Indochine française.

En 1935 et 1936, le père Charles et le lieutenant de Boucheman étudient les conditions et conséquences de la sédentarisation chez les nomades du désert de Syrie. En 1937, Jacques Fromaget, du Service géologique d'Indochine, réalise des fouilles archéologiques dans le Haut-Tonkin. En 1937 et 1938, Jeanne Cuisinier et Lucienne Delmas effectuent une mission chez les Muong du Vietnam. En 1938 et 1939, André Leroi-Gourhan séjourne au Japon pour étudier l'homme et les animaux dans le nord de l'Asie. En 1938, Joanny Ray, qui a tout juste obtenu son doctorat à la faculté de droit de

l'Université de Paris, part en mission pour étudier des populations musulmanes en Syrie et en Inde. Sa thèse intitulée *Les Marocains en France* reste l'une des références sur le sujet depuis sa publication en 1938⁷.

En Amérique, la présence des ethnologues est renforcée grâce à l'existence des institutions permanentes. De 1927 à 1930, Rivet, lui-même américaniste très actif, profite de toutes les occasions pour nouer des liens avec des pays d'Amérique latine, tels que l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay, le Brésil, le Mexique, le Guatemala et le Salvador. Il a rencontré au cours de son voyage Jean Périer, ministre de France à Mexico et adepte de la sociologie de Le Play, qui voulait promouvoir la recherche française dans les pays andins. Rivet a alors l'occasion d'étudier, avec la légation de France et les autorités universitaires du Mexique, les possibilités d'une coopération. Une fois rentré à Paris, il réussit à obtenir du ministère des Affaires étrangères les crédits nécessaires pour fonder ce qu'il appellera l'« École française de Mexico ». Malgré son nom ambitieux, cette « école » consiste en réalité à soutenir chaque année un jeune universitaire français à préparer sa thèse de doctorat sur le terrain ; quant au choix du bénéficiaire, c'est à Paul Rivet et Emmanuel de Martonne qu'il incombe de le désigner. Ainsi, en 1930 et 1931, le premier pensionnaire, Robert Ricard, travaille sur la conquête spirituelle du Mexique. En 1931-1932, le deuxième pensionnaire, François Weymuller, jeune agrégé et élève de l'Institut de géographie de l'Université de Paris, complète une étude de géographie humaine. De 1932 à 1934, Jacques Soustelle, qui lui succède, étudie les Indiens Otomi et Lacandon. En 1934 et 1935, Weymuller bénéficie une deuxième fois de cette bourse pour une mission au Mexique. Les années 1935 et 1936 voient Soustelle revenir sur le terrain pour aller chez les Pame. En 1936 et 1937, le quatrième pensionnaire, Guy Stresser-Péan, mènera, quant à lui, des études sur les Indiens Huastèques. En 1937, Robert Gessain, le cinquième pensionnaire, étudie des Indiens du plateau central du Mexique. En 1938 et 1939, Halpern, sixième pensionnaire, effectue une étude de géographie humaine sur le pays tarasque. Malgré cette continuité, cette institution sera supprimée en 1940 en raison de la guerre. Un Institut français de Mexico d'existence éphémère sera créé après la guerre pour maintenir la présence des activités scientifiques françaises sur place, mais il faudra attendre 1961 pour voir la fondation de la Mission archéologique et ethnologique française au Mexique, mission qui organisera de manière plus constante la recherche française dans ces domaines ; Guy Stresser-Péan en est alors le premier directeur. Sous son instigation, un Centre d'études mexicaines et centraméricaines est créé en 1983 pour se substituer à ladite Mission et marquer de ce fait l'élargissement des recherches françaises dans cette région du monde.

Ces pensionnaires ont publié leurs études après leur retour, certaines dans la collection « Travaux et mémoire de l'Institut d'ethnologie ». C'est le cas de

7. Ray (Joanny), *Les Marocains en France*, Librairie du Recueil Sirey, Paris, 1938. Voir l'analyse de Mustapha Belbah et Patrick Veglia, « Pour une histoire des Marocains en France », *Hommes et Migrations*, dossier « Marocains de France et d'Europe », n° 1242, mars-avril 2003, p. 18-32.

Robert Ricard avec sa thèse *La conquête spirituelle du Mexique* (en 1933) ainsi que celle de Jacques Soustelle, intitulée *La famille Otomi-Pame du Mexique central* (en 1939).

Mise à part la présente école de Mexico qui assure une mission permanente, d'autres missions plus ponctuelles se succèdent. Ainsi, en 1930, Jean Vellard voyage de Rio au Parà par le Goyaz et l'Araguaya. En 1932 également, il effectue une mission au Paraguay chez les Indiens Guayaki et mBwiha pour le compte de l'Institut d'ethnologie. Médecin, docteur ès sciences et anthropologue, Vellard s'installe au Brésil au début des années 1920 lorsqu'il finit ses études de médecine. Il travaille d'abord en qualité d'attaché à l'Institut antiophidique de Butantan, alors dirigé par le docteur Vital Brazil. Dans les années 1930, parallèlement à sa passion pour les études ethnologiques, il achève un livre qui est devenu un classique dans les milieux spécialisés : *Le venin des Araignées*, publié à Paris en 1936 dans la série des « Monographies de l'Institut Pasteur ». En 1948, il sera le premier directeur d'un Centre français des études andines, basé à Lima. Il publiera encore en 1965 une *Histoire du curare, les poisons de chasse en Amérique du Sud*, qui résume ses travaux de plusieurs années et reste une référence sur le sujet.

En 1930, Paul Coze, l'un des promoteurs du scoutisme en France et féru d'art indien, part pour une mission ethnologique au Canada pour le compte du Musée du Trocadéro. Suite à cette expédition, une exposition intitulée « Peaux-Rouges d'hier et d'aujourd'hui » est organisée au Musée en mai 1931 ; elle a attiré pas moins de 15 000 visiteurs. Coze racontera d'ailleurs cette expédition dans un livre publié en 1932 : *Cinq scouts chez les Peaux-rouges*, livre qui a également rencontré un grand succès. 1931 voit Elizabeth Dijour, une ancienne étudiante de Boas à l'Université de Columbia, réaliser une mission ethnographique chez les Indiens Thompson de la Colombie britannique. L'année suivante, elle poursuit la mission en Bolivie chez les Indiens Mataco.

En 1934 et 1935, Paul-Émile Victor dirige une mission sur la côte orientale du Groenland à laquelle participe notamment Robert Gessain. Cette expédition rapporte 3 500 objets et l'enregistrement de 700 légendes. Ils y retournent en 1936 pour l'expédition française trans-Groenland qui traverse le Groenland d'est en ouest. Victor créera plus tard les Expéditions polaires françaises qu'il dirigera jusqu'à sa retraite en 1976.

En 1936, Edgar Aubert de la Rüe, géographe et géologue d'origine suisse, effectue une autre mission à Saint-Pierre-et-Miquelon. Au total, il y fera sept séjours entre 1932 et 1970 et laissera une collection de photographies importantes. Claude Lévi-Strauss, alors professeur de philosophie à l'Université de São Paulo, effectue la même année une étude chez les Indiens de la Sierra Bodoquena du Brésil et chez les Bororo. Jean Vellard reçoit une nouvelle mission, cette fois de caractère archéologique, dans l'État de Trujillo et l'État de Lara, au Venezuela. En 1938, Lévi-Strauss et Vellard effectuent ensemble un séjour ethnographique de six mois chez les Indiens du Matto-Grosso.

Toujours en 1938, un jeune diplômé de l'Institut d'ethnologie, Paul Sangnier (1917-1939), obtient une mission à destination de la Guyane fran-

çaise pour y étudier les Indiens Bosch et Boni. Fils cadet de Marc Sangnier, fondateur entre autres du mouvement du Sillon et pionnier de la démocratie chrétienne en France, Paul Sangnier, en dehors de ses études, déploie son énergie au service de la Ligue française des auberges de la jeunesse, dont son père s'est fait le promoteur. Il est ainsi apprécié de Paul Rivet qui lui permet de partir avec cette expédition, composée à l'origine de trois personnes. Au bout de cinq mois de voyage (août-décembre 1938), alors que ses compagnons sont tombés malades et ne peuvent plus continuer le périple, il parvient à rapporter au musée de l'Homme une riche moisson de documents : une collection de 700 objets ethnographiques et archéologiques, 250 photographies et un film. À cela, il faut ajouter un certain nombre d'enregistrements sonores de chants et de musique qui ont été remis au musée de la Parole. Il est malheureusement mort accidentellement peu après son retour en France, en avril 1939, au cours d'une descente en canoë dans les gorges de Vernejoux.

Après l'Amérique, notons maintenant les principales missions envoyées par l'Institut d'ethnologie ou le Musée du Trocadéro dans les colonies françaises d'Océanie. Parmi celles-ci, la mission à l'île de Pâques d'Alfred Métraux et Henri Lavachery en 1934, ainsi que celle effectuée par Charles van den Broek d'Obrenan, sont les plus connues. Henri Lavachery est un archéologue belge à la recherche d'une civilisation ancienne qui aurait été le berceau de l'humanité. Alfred Métraux, qui a fait ses preuves dans l'américanisme, est cette fois missionné pour aller mener des études ethnographiques et linguistiques sur cette île. Les deux hommes y resteront environ cinq mois. Sur leur chemin de retour, le Musée du Trocadéro qui dépend administrativement du Muséum national d'histoire naturelle s'apprête à fêter le tricentenaire de cette vénérable institution et décide de présenter une exposition consacrée à l'île de Pâques grâce aux récoltes de ces deux hommes. Cette exposition rencontrera un certain succès malgré sa courte durée.

Une autre exposition très remarquée est évidemment celle de l'expédition de *La Korrigane*, entre 1934 et 1936, qui rapporte au Musée environ 2000 objets ethnographiques. L'exposition de ces objets, de juin à octobre 1938, marquera l'inauguration du musée de l'Homme. En 1939 et 1940, Charles van den Broek d'Obrenan, un des cinq organisateurs du voyage précédent, effectue avec son épouse une autre mission en Océanie. Il restera vivre dans le Pacifique jusqu'à la fin de sa vie.

À côté de ces expéditions médiatisées, on peut noter d'autres, plus discrètes mais qui ne sont pas moins importantes en termes de qualité de recherche. Ainsi en 1934, le père Patrick O'Reilly entame un séjour de deux années dans l'île Bougainville pour y étudier les rites d'initiation et les rites funéraires. En 1938 et 1939, Maurice Leenhardt part en voyage d'études en Nouvelle-Calédonie. Il y prépare un questionnaire français-anglais pour permettre une étude linguistique extensive. Edgar Aubert de la Rüe, déjà mentionné, effectue quant à lui deux séjours aux Nouvelles-Hébrides en 1934 et 1936.

Au total, plusieurs dizaines de missions sont effectuées sous le signe du musée de l'Homme dans les années 1930. Sans négliger l'importance des

missions en Amérique latine, on constate que les missions de l'entre-deux-guerres sont essentiellement dirigées vers les colonies françaises. On y constate également la contribution importante de cadres coloniaux, tels que Gustave Julien, Raymond Decary, Henri Labouret, Henri Gaden et Émile-Georges Waterlot: un tiers des missions en Afrique est en effet le résultat de leurs activités. Les travaux des trois derniers sont d'ailleurs publiés dans la collection « Travaux et Mémoires de l'Institut d'ethnologie ». Leur statut, tout comme celui de missionnaires religieux (Maurice Leenhardt, Patrick O'Reilly, Philippe Rey-Lescure, Idelette Allier pour ne citer qu'eux) les inscrit cependant dans la catégorie des anthropologues occasionnels qui seront peu à peu remplacés par les anthropologues professionnels de la nouvelle génération, formés par l'Institut d'ethnologie.

On assiste en effet dans le courant des années 1930 à un double mouvement. D'une part, les anthropologues occasionnels tendent à se conformer aux normes des scientifiques pour devenir des interlocuteurs qualifiés auprès des savants et des dirigeants coloniaux. D'autre part, les anthropologues, par leur fréquentation des colonies, se substituent peu à peu aux cadres coloniaux comme spécialistes des populations des colonies françaises. Ainsi, par exemple, dans une série d'émissions de Radio-Paris ayant pour sujet « Les populations de la France d'outre-mer », neuf anthropologues sont invités pour parler des colonies, avec une présentation de Paul Rivet⁸. Après l'introduction de Paul Rivet, Thérèse Rivière, Théodore Monod, Marcel Griaule, Léon Pales, Robert Montagne, le R. P. Paul Dubois, Pierre Gourou, Jacques Soustelle et Edgar Aubert de la Rüe parlent respectivement de l'Algérie, du Sahara, de l'AOF, de l'AEF, de la Syrie et du Liban, du Madagascar, de l'Indochine, des Antilles et des Nouvelles-Hébrides. L'autorité intellectuelle que ces anthropologues ont acquise suite à leur fréquentation des colonies rendra, au moment de la décolonisation, leur engagement (ou non-engagement) d'autant plus singulier par rapport à d'autres intellectuels.

Ces expéditions et ces enquêtes effectuées dans les colonies françaises par les chargés de mission liées au Musée d'ethnographie du Trocadéro voient souvent leurs résultats présentés en métropole: des publications dans les revues académiques ou à l'intention du grand public, des expositions temporaires au musée. Cela conduit à une présence plus marquante en France métropolitaine des populations vivant dans la France d'outre-mer, même si les conditions de cette représentation ne sont pas toujours indiscutables. Dans cette période de l'apogée de l'empire colonial français, excepté les expositions universelles et coloniales dans lesquelles les populations des colonies sont régulièrement mises en situation d'exhibition, il n'y a pas de meilleur lieu que le Musée d'ethnographie pour montrer au public ce qu'est la France d'outre-mer. Les objets exposés sont souvent le résultat de ces enquêtes dans les territoires d'outre-mer, et sont souvent vantés comme « authentiques » et capables de représenter ces populations et cultures extra-européennes. Ainsi, parmi les nombreuses expositions organisées au Musée du Trocadéro dans les

8. Cf. *Les Cahiers de la Radio-Paris*, n° 12, 15 décembre 1937 et n° 2, 15 février 1938.

années 1930, on peut noter, rien que pour l'Afrique subsaharienne, plusieurs expositions qui ont obtenu un grand succès. Du 15 juin au 15 juillet 1932, l'exposition « Bronzes et ivoires royaux du Bénin » attire plus de 10 000 visiteurs. L'exposition de la mission Dakar-Djibouti en juin 1933 fait l'objet de plusieurs articles dans des revues spécialisées. Du 15 mai au 28 octobre 1934, l'« Exposition du Sahara », qui mobilise le concours de plusieurs ministères, enregistre plus de 70 000 entrées. Du 9 mars au 31 octobre 1935, l'exposition des objets rapportés du Cameroun par Henri Labouret est aussi remarquée dans ce milieu mélangé de coloniaux érudits et de collectionneurs d'art. Enfin, en 1939 et malgré la mobilisation, une exposition consacrée à l'Afrique noire française est inaugurée le 23 novembre. Les objets montrés dans cette dernière exposition ont été recueillis par la mission Griaule et Paulme-Lifchitz (Soudan français), la mission Waterlot (Guinée française), la mission Labouret (Côte d'Ivoire, Cameroun), la mission Griaule-Lebeuf au Cameroun et enfin la mission Aubert de la Rüe en Somalie française. On doit donc constater que le Musée du Trocadéro, puis le musée de l'Homme à partir de 1938, participent bel et bien à la mise en valeur des colonies françaises pour le public métropolitain.

Cet élan de la communauté anthropologique autour du musée de l'Homme se verra cependant freiné par la guerre, et, au lendemain de cette dernière, le champ du savoir anthropologique va se recomposer. Le musée de l'Homme, incarnant l'anthropologie française, avec l'Institut d'ethnologie pour assurer l'enseignement en son sein, connaît une première crise, en partie à cause des choix divergents de ses membres sous le régime de Vichy. Cette crise n'est pas sans conséquence sur le plan institutionnel, puisque la création d'une chaire d'ethnologie à la Sorbonne, pourtant souhaitée par Lucien Lévy-Bruhl et Marcel Mauss en leur temps, s'est produite dans ces circonstances particulières. L'installation définitive de l'anthropologie au sein du système universitaire, ainsi que la création de nouvelles institutions d'enseignement et de recherche, relativisent peu à peu l'importance du musée de l'Homme, qui reste toutefois un lieu de documentation incontournable pour les jeunes apprentis.

Parallèlement à cette mutation institutionnelle à Paris, la multiplication des centres de recherche aux colonies, sous l'égide de l'Office de la recherche scientifique coloniale, qui siège à Paris, offre aux anthropologues de nouvelles ressources et relie de façon plus efficace la formation et le travail professionnel des jeunes anthropologues. C'est dans le cadre de ce nouveau paysage institutionnel que la première génération d'anthropologues de métier s'efforce de professionnaliser encore davantage la discipline. Dans les années qui suivent immédiatement la fin de la guerre, on constate chez les anthropologues une volonté d'aborder les problèmes de l'anthropologie appliquée auxquels leurs aînés n'ont pas pu donner une dimension conséquente. Cela, d'ailleurs, est mené avec une réflexion d'ensemble sur la discipline. Si, auparavant, on pensait que l'application et la théorie étaient deux sphères distinctes et que le problème de l'application venait seulement après l'élaboration théorique, la tentative qui se manifeste dans cette période consiste à remonter plus en

amont, c'est-à-dire à prendre en charge dès le stade de l'élaboration théorique les possibilités d'action des anthropologues dans les cas concrets. Bien que cette réflexion n'exclue pas les sociétés dites complexes, c'est toutefois encore dans le cadre colonial que ces anthropologues trouvent le champ d'expérimentation le plus immédiat et le plus évident.

Pour illustrer notre propos, et afin de cerner la relation entre l'anthropologie française et la colonisation dans cette période intermédiaire entre le mode de fonctionnement de l'entre-deux-guerres et celui des années 1960, le cas d'André Leroi-Gourhan et du Centre de formation qu'il a fondé offre un exemple intéressant, d'autant plus que c'est un épisode encore relativement peu étudié dans l'histoire de cette discipline⁹. Avec l'éloignement de Marcel Griaule qui abandonne le musée de l'Homme pour former sa propre équipe au sein du laboratoire d'ethnographie rattaché à l'École pratique des hautes études, André Leroi-Gourhan est, parmi les anciens du musée, celui qui paraît le plus susceptible de reprendre le flambeau des fondateurs et de jouer le rôle de rassembleur. Sur le plan théorique, il représente le parfait héritier des enseignements anthropologiques français tels qu'ils se sont développés à partir des années vingt. Il concilie la formation muséographique (classement des objets, étude de la civilisation matérielle, techniques), l'enseignement de Marcel Mauss, dans lequel on retient avant tout le concept de « fait social total », et l'ambition d'une anthropologie au sens large comprenant aussi bien l'anthropologie physique que l'archéologie préhistorique. Dans les écrits de cette époque, il exprime à plusieurs reprises le souci de maintenir l'unité de l'anthropologie malgré cette large définition.

Sur le plan institutionnel, il essaie d'amplifier l'œuvre des maîtres dans la formation des anthropologues professionnels, en créant plusieurs centres de formation spécialisés qui vont finalement se regrouper en un seul, sous le nom du Centre de formation aux recherches ethnologiques (CFRE). Créé en 1946, ce Centre est considéré par ses collaborateurs comme « le premier organisme de formation à la recherche ethnologique ayant fonctionné en France »¹⁰. Ce Centre, qui n'accepte que des stagiaires titulaires d'une licence et du certificat d'ethnologie, constitue en quelque sorte le prolongement de l'Institut d'ethnologie qui ne dispense que des cours : il met, lui, l'accent sur les travaux pratiques et l'apprentissage par de petites enquêtes de terrain collectives¹¹. Pour aider les stagiaires sortis du Centre de formation à trouver un emploi approprié, Leroi-Gourhan cherche à passer un accord avec l'Office

9. Un article écrit par un ancien de ce centre nous donne les détails vécus par les stagiaires : Jacques Gutwirth, « La professionnalisation d'une discipline : Le centre de formation aux recherches ethnologiques », *Gradhiva*, n° 29, 2001, p. 25-41.

10. Leroi-Gourhan (André), Poirier (Jean), *Ethnologie de l'Union française*, Paris, PUF, 1953, p. 946.

11. Le cycle d'enseignement se déroule en deux ans. Dans la première année d'étude, le candidat suit essentiellement les cours et les conférences, tandis que dans la deuxième année, le candidat doit effectuer le stage dans un des départements du musée de l'Homme et une enquête de terrain sur un thème de son choix. Un mémoire sur le résultat de l'enquête est exigé pour obtenir le diplôme du Centre. Beaucoup d'anthropologues de cette époque y ont

de la recherche scientifique coloniale (et non pas d'abord avec le CNRS), pour l'accueil de ces jeunes chercheurs. Ce n'est qu'après le refus de l'Office, au bout de deux ans de contrat, qu'il commence à se tourner vers le CNRS auquel ce Centre sera rattaché par arrêté du 2 janvier 1948. Les jeunes diplômés y sont désormais intégrés comme stagiaires, tout en préparant leurs thèses.

En mars 1949, dans une conférence sur « Le rôle de l'ethnologie dans l'Union française »¹², abordant le sujet de la carrière des anthropologues, Leroi-Gourhan mentionne quatre organismes dans lesquels peut se faire leur placement : l'Office de la recherche scientifique coloniale, l'École nationale de la France d'outre-mer, l'École française d'Extrême-Orient et l'Institut français d'Afrique noire. Toutes sont en effet des institutions créées par les autorités coloniales. On voit ainsi combien le domaine colonial demeure encore à cette époque l'horizon de beaucoup d'anthropologues, et comment le pouvoir colonial reste le premier interlocuteur des anthropologues qui cherchent une subvention, un poste ou simplement à se rendre utiles dans les affaires publiques. Bien que les études menées par les diplômés du Centre ne portent pas toutes sur le territoire colonial français, une proportion importante en est effectivement menée dans ce cadre. Ainsi, entre 1946 et 1948, on note une enquête sur la propriété en AEF, une étude ethnographique des « Moï » d'Indochine, centrée plus particulièrement sur le droit coutumier, une autre sur les transhumances des nomades de Mauritanie, une autre encore, sur l'alimentation et la nutrition en AOF, et enfin, une étude sur l'éducation des jeunes au Cameroun. D'après Jean Poirier, un proche collaborateur de ce Centre, « il n'est pas un seul pays de l'Union française – hormis la Somalie et la Polynésie – où un chercheur issu du CFRE ne soit au travail sur le terrain »¹³, et cela au moins jusqu'en 1953.

Les institutions mentionnées par André Leroi-Gourhan, dont trois relèvent de la recherche et une de l'enseignement, sont effectivement les lieux où beaucoup de jeunes anthropologues de l'époque ont fait leurs premières armes. Cela est encore plus vrai dans les années 1945-1955 que dans l'entre-deux-guerres, car ni l'Institut français d'Afrique noire ni l'Office de la recherche scientifique coloniale n'existaient avant 1938. Par ailleurs, comme, après 1945, ces organismes commencent à implanter leurs centres de recherche dans divers territoires d'outre-mer, ils représentent naturellement l'interlocuteur prioritaire sur le terrain pour les anthropologues français. Parmi les trois institutions de recherche, l'École française d'Extrême-Orient (EFEO) est la plus ancienne. Fondée en 1898, cette institution de recherche avait comme activités principales l'archéologie et les études philologiques. Dans l'entre-deux-guerres, Paul Mus, André Leroi-Gourhan, André-Georges

suivi le cursus. Georges Condominas, Jean Guiart, Lucien Bernot, Pierre Clément, Hélène Balfet sont parmi les premiers diplômés.

12. Cf. Leroi-Gourhan (André), « Le rôle de l'ethnologie dans l'Union française », *Cahiers français d'information*, n° 130, 1949, p. 18-20.

13. Leroi-Gourhan (André), Poirier (Jean), *Ethnologie de l'Union française*, op. cit., p. 947.

Haudricourt, Paul Lévy, pour ne citer que les personnalités les plus proches de notre sujet, ont fait leurs travaux sur le terrain dans ce cadre, après avoir reçu les enseignements de l'Institut d'ethnologie ou de l'École coloniale. Peu après la guerre de 1939-1945, Georges Condominas, diplômé du CFRE et devenu stagiaire à l'Office de la recherche scientifique coloniale sera détaché auprès de l'EFEO pour effectuer ses premières enquêtes ethnologiques au centre du Vietnam.

L'Institut français d'Afrique noire (IFAN) constitue quant à lui un autre pôle de recherches coloniales. Créé par l'arrêté du 19 août 1936, l'IFAN est l'une des dernières œuvres institutionnelles de Jules Brévié lorsqu'il était à la tête du gouvernement général de l'AOF. L'avant-projet d'un tel centre de recherche avait été présenté par Albert Charton dès 1931, mais il fallut attendre l'année 1935 pour que sa réalisation soit possible¹⁴. Une fois créé, l'IFAN absorbe l'ancien Comité d'études historiques et scientifiques de l'AOF qui en devient une section. Animé par Théodore Monod, secrétaire général, cet institut qui a une triple tâche de conservation, d'information et de recherche ne consacre qu'une partie de ses activités aux sciences de l'homme. Pour celles-ci, on peut noter la création successive des départements d'ethnologie (1941), de préhistoire-archéologie (1944), de linguistique (1945), de géographie (1945) et d'anthropologie (1948). Constitué en établissement fédéral ayant son siège central à Dakar, l'IFAN développe également à l'échelle locale les « Centres IFAN » au Cameroun, au Togo, en Côte française des Somalis, etc.¹⁵. Plusieurs africanistes y ont commencé leur carrière, comme Paul Mercier.

Quant à l'Office de la recherche scientifique coloniale (ORSC), il est créé par une loi du 11 octobre 1943, confirmée par une ordonnance du 24 novembre 1944. Il devient dès lors l'organisme le plus important parmi les institutions de recherches françaises en direction des pays d'outre-mer¹⁶. Mis à part en AOF où l'IFAN assurait déjà la fonction de centre de recherches permanent, cette institution d'inspiration impériale a organisé dans les colonies un certain nombre d'institutions, dont plusieurs ont une activité anthropologique. Ainsi a-t-il créé en juin 1946 un Institut d'Études centrafricaines en AEF, au sein duquel une section de sociologie et de géographie

14. Inspecteur général de l'enseignement en A.-O.F. pendant huit ans à partir de 1929, Albert Charton est devenu le premier administrateur de l'IFAN avant d'être nommé, en 1939, inspecteur général de l'Instruction publique en Indochine. Cf. Roger Roy, Dominique Zidouemba, « In memoriam, Albert Charton (1893-1980) », *Notes africaines*, n° 169, janvier 1981, p. 1.

15. Chaque Centre IFAN, ou presque, possède sa propre revue, spécialisée dans l'étude du territoire dont le Centre relève. Il y a ainsi les *Études sénégalaises*, les *Études mauritaniennes*, les *Études guinéennes*, les *Études voltaïques*, les *Études dahoméennes*, etc. Les publications périodiques de cet Institut, telles que le *Bulletin de l'IFAN*, *Notes africaines* et les *Mémoires de l'IFAN*, constituent une source importante pour les africanistes.

16. En mai 1949, son nom devient Office de la recherche scientifique outre-mer (ORSOM). Il deviendra en novembre 1953 l'Office de la recherche scientifique et technique dans les territoires d'outre-mer (ORSTOM), et se dénomme depuis 1998 Institut de recherche scientifique pour le développement (IRD).

humaine sera installée par Georges Balandier en 1948. Toujours en 1946, un Institut de recherche scientifique de Madagascar est créé en décembre. En 1947, un Institut français d'Océanie est fondé en Nouvelle-Calédonie, à Nouméa, dont Maurice Leenhardt assume la direction. Jean Guiart y sera chargé de recherches et fera ses premières enquêtes de terrain. En Guyane, un Institut français d'Amérique tropicale voit le jour au début des années 1950 mais les études anthropologiques n'y seront incluses que beaucoup plus tard. Depuis sa fondation, cet organisme maintient une relation constante avec l'administration coloniale et essaie de mener des travaux de caractère pratique dans les territoires d'outre-mer, et ceci bien au-delà de la décolonisation.

Pour ce qui est de l'enseignement, la relation entre les anthropologues et les coloniaux se manifeste surtout à l'École nationale de la France d'outre-mer. Jusqu'à la disparition de cette école en 1960, ses directeurs successifs continuent à faire appel aux anthropologues pour assurer une formation aux futurs administrateurs coloniaux. En 1946, un ancien de l'Institut d'ethnologie, Paul Mus¹⁷, succède à Robert Delavignette au poste de directeur de cette école. Plusieurs anthropologues sont chargés de cours dans cet établissement : Marcel Griaule pour le cours d'ethnologie générale, Maurice Leenhardt pour l'ethnologie océanienne¹⁸, Denise Paulme pour l'ethnologie d'Afrique noire¹⁹. Certains cours de ce domaine sont dispensés par quelques anciens élèves de cette école, comme Hubert Deschamps pour l'ethnologie malgache et Jean Poirier pour l'ethnologie juridique. À cela s'ajoutent encore les cours de Robert Delavignette consacré aux « droits et coutumes d'outre-mer » et de Léopold Sédar Senghor sur les « littératures et civilisations négro-africaines ».

En 1953, une somme sur *l'ethnologie de l'Union française* est publiée par André Leroi-Gourhan et Jean Poirier, avec la collaboration d'André-Georges Haudricourt et de Georges Condominas²⁰. Ces derniers sont les piliers du Centre de formation créé et dirigé par Leroi-Gourhan que nous avons évoqué plus haut. Cet ouvrage en deux volumes nous montre, sur plus de mille pages, l'importance des recherches menées par les anthropologues dans la

17. L'un des premiers diplômés de l'Institut d'ethnologie, Paul Mus fut membre de l'École française d'Extrême-Orient à partir de 1927 et sera élu professeur au Collège de France en 1946, en même temps qu'il assure la direction de l'École nationale de la France d'outre-mer. Son engagement physique et intellectuel pendant la guerre d'Indochine reste un exemple rare et trop ignoré. Pour une vue générale de son œuvre et de ses activités, voir David Chandler, Christopher E. Goscha (éd.), *Paul Mus (1902-1969) : l'espace d'un regard*, Paris, Les Indes savantes, 2006.

18. Après le décès de M. Leenhardt, c'est Pierre Métais qui prend sa succession pour ce cours.

19. Elle remplace dans ce cours Henri Labouret, écarté à cause de sa conduite pendant l'Occupation allemande. À la demande de D. Paulme, Michel Leiris assumera ce cours pendant les deux années où elle partira effectuer des enquêtes sur le terrain.

20. Rappelons que Jean Poirier est sans doute l'un des plus brillants de ces anciens élèves de l'École coloniale convertis aux sciences humaines. Il dirigera, dans les décennies suivantes, plusieurs ouvrages collectifs consacrés à l'ethnologie. Georges Condominas, quant à lui, a aspiré, au tout début de ses études, à une carrière dans l'administration coloniale, cf. Georges Condominas, *L'exotique est quotidien*, Paris, Plon, 1965, p. 68.

France d'outre-mer depuis les années 1930. À travers l'exemple d'André Leroi-Gourhan et de ses proches, on constate combien leur tentative de renouvellement s'inscrit encore dans un mode de fonctionnement issu des années 1930, avant que la décolonisation ne vienne changer leur perspective. Ces anthropologues qui cherchent à jouer un rôle encore plus actif dans le cadre de l'Union française commencent alors à ajuster leur conception ancienne de l'anthropologie pour prendre en compte le cas des métis et de ceux que l'on appelle alors les « évolués ». Ils veulent surtout s'occuper des problèmes des contacts culturels dans le cadre colonial, ce que les anthropologues britanniques avaient commencé à faire dans les années 1930. Mais la décolonisation va finalement bousculer leur effort de renouvellement et ils seront inévitablement dépassés par la conjoncture politique.

Au lendemain de la guerre, se dessine donc une anthropologie qui se veut encore unitaire, tout en voulant tenir compte des nouvelles problématiques. On constate une préoccupation de l'anthropologie appliquée dans le cadre des colonies, et ce, encore au début des années 1950. La situation de cette discipline à partir des années 1960 se révélera cependant toute différente. D'une part, la tendance à la spécialisation s'affirme et l'anthropologie culturelle se démarque de l'anthropologie physique, soupçonnée d'être entachée de racisme; l'idée d'une anthropologie unifiée sera alors définitivement abandonnée. D'autre part, ce sont désormais les économistes et les politologues, plus que les anthropologues, qui prendront en charge les sujets du « développement » et du « tiers-monde » en ce qui concerne les anciens pays colonisés²¹. Dans le milieu anthropologique professionnel, les réflexions sur l'anthropologie appliquée seront alors délaissées pour ne plus reparaitre que dans les années 1970²².

Avec la décolonisation, les intellectuels des pays nouvellement indépendants prennent également davantage d'initiatives à propos des études sur leurs propres pays. Désormais, l'histoire de la présence française outre-mer dans le domaine de l'anthropologie peut s'écrire non plus avec le seul point de vue des anthropologues français, quelles que soient la qualité de leurs intentions et de leurs réflexions, mais avec des regards croisés entre les différents participants d'un même processus de production du savoir sur l'Autre, qui pourrait aussi se transformer en un chemin de connaissance sur le Même.

Orientation bibliographique

Bonneuil (Christophe) et Petitjean (Patrick), « Les chemins de la création de l'ORSTOM, du Front populaire à la Libération en passant par Vichy,

21. Voir André Guichaoua, Yves Goussault, *Sciences sociales et développement*, Paris, A. Colin, 1993; André Guichaoua, « Au terme de cinq décennies du développement », *Revue Tiers Monde*, n° 191, 2007, p. 647-659.

22. Voir, par exemple, Roger Bastide, *Anthropologie appliquée*, Paris, Payot, 1971.

- 1936-1945 », in Patrick Petitjean (éd.), *Les sciences hors d'Occident au xx^e siècle*, vol. 2, *Les sciences coloniales, figures et institutions*, Paris, Orstom éditions, 1996, p. 113-161.
- Cohen (William), *Empereurs sans sceptre: Histoire des administrateurs de la France d'outre-mer et de l'École coloniale*, Paris, Société française d'histoire d'outre-mer, 1973.
- Dias (Nélia), *Le Musée d'ethnographie du Trocadéro (1878-1908): Anthropologie et muséologie en France*, Paris, Éditions du CNRS, 1991.
- Fournier (Marcel), *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1994.
- Laurière (Christine), *Paul Rivet: Le savant et le politique*, Paris, Publications scientifiques du Muséum national d'histoire naturelle, 2008.
- Leroi-Gourhan (André) et Poirier (Jean), *Ethnologie de l'Union française*, avec la collaboration d'André-Georges Haudricourt, Georges Condominas, Paris, PUF, 1953.
- Mauss (Marcel), « L'ethnographie en France et à l'étranger », *La Revue de Paris*, 20, p. 815-837, repris dans Marcel Mauss, *Ceuvres*, t. III, *Cohésion sociale et divisions de la sociologie*, présentées par Victor Karady, Paris, Éditions de Minuit, 1969.
- Rivet (Paul), « L'ethnologie en France », *Bulletin du Muséum national d'histoire naturelle*, 2^e série, t. XII, n° 1, 1940, p. 38-52.
- Sibeud (Emmanuelle), *Une science impériale pour l'Afrique? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2002.
- Tai, Li-Chuan, *L'anthropologie française entre sciences coloniales et décolonisation (1880-1960)*, Paris, Publications de la Société française d'histoire d'outre-mer, 2010.